

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**

RAPPORT D'ACHEVEMENT

DE

PROJET

P-MR-K00-012

*Projet d'appui au renforcement de la programmation
économique et financière
- PARPEF -*

MAURITANIE

OSGE

30-oct.-10

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du Projet	Tire du Projet	Pays	
P-MR-K00-012	Projet d'appui au renforcement de la programmation économique et financière PARPEF	REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE	
Instrument(s) de Prêt		Département	Catégorie Environnementale
Don Japonais - Projet		OSGE	Non déterminée
Engagement Initial	Montant Annulé	Montant Décaissé	Pourcentage Décaissé
88 174 250 Yens Japonais	19 574 683	68 599 566	77,8 %
Emprunteur			
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE			
Organe(s) d'Exécution [Citer les principaux ministères, cellules d'exécution du projet, agences et organisations de la société civile chargés de la mise en œuvre du projet.]			
<p>Cellule d'exécution du projet PARPEF.</p> <p>Lors de l'approbation et du lancement du projet en 2007, cette cellule était sous la tutelle de la Direction de la Programmation et du Suivi des Projets (DPSP) du Ministère des Affaires Economiques et du Développement. (MAED).</p> <p>En juillet 2010, une réforme institutionnelle du MAED a créé une nouvelle Direction Générale des Projets et Programmes d'Investissements (GDPIP) qui englobe désormais la DPSP et donc la cellule d'exécution du projet.</p>			
Cofinanciers et Autres Partenaires Extérieurs [Citer toutes les autres sources de financement et les montants, l'assistance technique ou autres sources utilisées dans le cadre du projet]			
Gouvernement Mauritanien : 4 640 750 Yens Japonais			

II. DATES CLES

Note de Concept du Projet Approuvé par Com. Ops.	Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops	Approbation par le Conseil d'Administration
---------------------------------------------------------	---------------------------------------------------	----------------------------------------------------

NA	NA	25/04/2007
Restructuration(s)		
Il n'y a pas eu de restructuration du projet, néanmoins deux prorogations de la date de clôture ont eues lieu. La première a permis de reporter la date de clôture du 31 décembre 2008 au 31 août 2009 et la seconde a reporté la date de clôture au 31 mai 2010.		

	Date initiale JJ/MM/AA	Date effective JJ/MM/AA	Ecart en termes de mois (génééré automatiquement)
ENTREE EN VIGUEUR	25/04/07	01/06/07	1,2
REVUE A MI-PAROURS	01/03/08	01/07/08	4,1
CLÔTURE	31/12/08	Pour les projets actifs, entrer la date de réalisation de 98% de décaissement	17,2
		31/05/10	

III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	2
	Réalisation des Rendements	2
	Respect du Calendrier	3
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET	2
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	2

	Supervision	2
	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation	2
	Exécution	2
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR	2

IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	L.B.S. CHAKROUN	I. LOBE
Directeur Sectoriel	L.B.S. CHAKROUN	G. NEGATU
Chef de Division du Secteur	NA	M. KANGA
Chef de Projet	S. BA	M.I. BOUABDELLI
Chef de l'équipe du RAP		E. DIARRA
Membres de l'équipe du RAP		E. DIARRA et A. TARSIM

B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Défi du développement du projet:

Ce projet est fondé sur le constat des faiblesses des capacités humaines et matérielles de l'Administration, en particulier en ce qui concerne l'analyse et la programmation économiques. Ainsi le projet visait au renforcement des capacités de programmation économiques et financières sur les court, moyen et long termes

Stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi:

Le contexte économique de la période 2006 - 2007 était basé sur l'avènement du pétrole, considéré désormais comme le vecteur principal qui conduira le passage de la Mauritanie du statut de pays moyen avancé (PMA) à celui d'un pays à revenu intermédiaire (PRI). Pour tirer profit de cette situation, le Gouvernement avait décidé de la poursuite de la mise en action du CSLP II (2006-2010) avec comme orientations stratégiques: (i) l'accélération de la croissance avec le maintien d'un cadre macroéconomique stable, (ii) l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres, (iii) le développement des ressources humaines et expansion des services essentiels, (iv) l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités et (v) le renforcement de la programmation, du pilotage, du suivi/évaluation et de la coordination. Cependant, la faible production du principal champ pétrolier, par rapport aux prévisions initiales, n'était pas de nature à assurer des revenus permettant d'atteindre le rang d'un pays à revenu intermédiaire.

Activités de la Banque dans ce pays et dans ce secteur:

En 2006, la Banque a procédé à l'achèvement du Projet d'Appui Institutionnel Multisectoriel (PAIM), ce projet s'inscrivait dans le cadre des efforts du

C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)		
- Le but global du projet est d'améliorer la conception, la coordination et le suivi de l'exécution de la politique économique et financière du Gouvernement afin de mieux dégager des ressources et les utiliser dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. De façon spécifique, le projet vise à renforcer et à rationaliser la programmation économique et financière à travers le renforcement des capacités de la Direction de la Programmation et du Suivi des Projets (DPSP), la Direction des Etudes et Stratégies de Développement (DESD) de la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF)		
2. Décrire les <u>principales</u> composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet		
<p>Composante 1 - Renforcement des outils de programmation à court et moyen termes : Vise à mettre en place de nouveaux outils d'analyse conjoncturelle, à améliorer le modèle de prévision et de simulation jusque là utilisé par le MAED, à établir une plus grande cohérence entre les stratégies sectorielles et la stratégie globale, renforcer la programmation des investissements publics dans un contexte de production pétrolière et à préparer une stratégie de sortie en douceur de la Mauritanie de la catégorie des Pays Moins Avancés (PMA) pour celles des pays à revenu intermédiaires.</p> <p>Composante 2 - Amélioration de la vision à long terme : Vise à finaliser l'étude prospective, Mauritanie Vision 2030 avec la prise en compte de l'entrée de la Mauritanie dans l'ère pétrolière et les conséquences sur le plan spatial et les flux migratoires. A travers cette composante, le projet fournit son appui à la cellule de prospective Mauritanie 2030.</p> <p>Composante 3 - Gestion et suivi du projet : Vise à assurer la gestion quotidienne et suivra l'exécution des activités prévues au titre du projet par les différentes structures bénéficiaires.</p>		
3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les <u>objectifs du projet</u> sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.		
CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET	EVALUATION	NOTE

PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays.	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités identifiés dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté de la Mauritanie pour la période 2006-2010 (CSLP II), en particulier les quatrième et cinquième orientations stratégiques, qui sont respectivement, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités; et le renforcement de la programmation, du pilotage, du suivi/évaluation et de la coordination.	4
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	Les objectifs du projet tels que stipulés lors de la conception ont été partiellement atteints. Etant donné le contexte économique du pays lors du montage du projet, ces objectifs étaient potentiellement réalisables, mais il aurait été plus pertinent de programmer le projet sur une durée plus longue pour lui permettre, d'une part de réaliser toutes ses activités dans des conditions optimales et, d'autre part, de lui laisser la possibilité d'adapter l'exécution aux aléas qui ont eu lieu et donc atteindre les objectifs principaux.	2
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	La Stratégie de la Banque pour la Mauritanie pour la période 2006-2007 identifiait deux piliers principaux: (i) le développement de la micro finance et (ii) le renforcement de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement en milieu rural. Donc le PARPEF ne s'inscrit pas directement dans le cadre de cette stratégie. Cependant, comme décrit précédemment dans la section B relative au contexte du projet, le PARPEF a été conçu pour répondre aux besoins d'accompagner la Mauritanie dans son passage du statut de PMA à celui de PRI, formant désormais la problématique essentielle en ce moment là.	2
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Il s'agit d'un projet de renforcement des capacités institutionnelles visant à l'amélioration de la gouvernance. Les priorités générales de la Banque stipulées dans sa stratégie à moyen terme 2003-2007 étaient l'agriculture et le développement rural, l'eau et l'assainissement, et la formation du capital humain. A ce titre, le projet dont l'une des principales activités était la formation des agents du MAED, peut être considéré aligné aux priorités de la Banque et en particulier à celle relative à la formation du capital humain.	3
4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les <u>principales</u>			

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
Composante 1 : Renforcement des outils de programmation à court et moyen termes	Renforcement des capacités humaines des agents des directions DPSP, DCEF et DESD à travers la formation et les voyages d'études	<p>Pour la DPSP: 60 agents formés sur le cycle de projet et 60 agents formés sur l'élaboration de budget d'investissement public.</p> <p>Pour la DCEF: 60 agents formés sur la gestion des financements extérieurs, deux ateliers de lancement et de dissémination de la stratégie de sortie du statut du pays moins avancé (PMA) à un pays à revenu intermédiaire (PRI) organisés ainsi qu'un voyage d'étude portant sur la mobilisation des financements extérieurs est réalisé.</p> <p>Pour la DESD: les agents sont formés en modélisation macroéconomique et au cadrage macroéconomique ainsi qu'un voyage d'étude sur la modélisation et la conjoncture organisé</p>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>
	Renforcement des capacités matérielles des directions DPSP, DCEF et DESD à travers	La DPSP, DCEF et DESD sont équipées de matériel informatique et de mobilier de bureau à hauteur de	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de</i>

	Assistance technique eu profit des directions DPSP, DCEF et DESD à travers les services de consultant pour la réalisation d'études et le renforcement des outils d'analyse et de projection économiques	<p>Pour la DPSP : Les outils de gestion de la DPSP sont améliorés à travers l'assistance d'un expert en gestion des investissements publics et d'un expert en programmation informatique.</p> <p>Pour la DCEF: un rapport sur l'aide publique au développement est réalisé par un expert en stratégie d'endettement et une stratégie de sortie du statut de PMA à PRI est réalisée par un expert macro économiste.</p> <p>Pour la DESD: le modèle de simulation de l'économie mauritanienne MEMAU est mis à jour pour intégrer les dimensions liées à la pauvreté et au secteur pétrolier à travers l'assistance d'un expert en modélisation et d'un expert en conjoncture économique</p>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>
Composante 2 : Amélioration de la vision à long terme	Renforcement des capacités humaines de la cellule de prospective Mauritanie 2030 à travers l'organisation d'ateliers et de voyages d'étude	Deux ateliers sur la prospective et la vision Mauritanie 2030 organisés et un voyage d'étude sur la prospective réalisé	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>
	Assistance technique pour la réalisation d'une étude prospective Mauritanie 2030	Une étude prospective Mauritanie 2030 est réalisée par l'assistance technique de 4 experts dans les	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de</i>

Composante 3 : Gestion et suivi du projet	Equiperment de la cellule d'exécution du projet de véhicules, de matériel informatique et bureautique ainsi que de mobilier de bureau	La cellule est équipée de: 2 voitures, 2 PC, 1 portable, logiciel antivirus, 2 onduleurs, 1 photocopieur, 1 fax, 1 logiciel de comptabilité, 1 armoire, 2 bureaux, 6 chaises, 4 climatiseurs	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>
	Assistance technique au profit de la cellule d'exécution du projet afin de réaliser des manuels de procédures	Un plan de formation, un manuel de passation de marchés et un manuel des procédures sont élaborés avec l'assistance de trois experts, spécialisés respectivement dans la formation, dans les acquisitions et dans la gestion de projets	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>	<i>N'a pas été déterminé dans la requête de financement dépourvue d'un cadre logique</i>

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	NA: La requête de financement du projet ne proposait pas de cadre logique	1
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	NA: La requête de financement du projet ne proposait pas de cadre logique	1
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	NA: La requête de financement du projet ne proposait pas de cadre logique	1

D. RESULTATS ET RENDEMENTS

I. RESULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		Note	Proportion des Coûts du Projet en pourcentage (mentionné dans le REP)	Note pondérée (généralisé automatiquement)
Résultats Attendus	Résultats Obtenus			
1. Pour la DPSP: 60 agents formés sur le cycle	Pour la DPSP (actuellement DPI): L'atelier sur	2	20	0,4

<p>2. La DPSP, DCEF et DESD sont équipées de matériel informatique et de mobilier de bureau à hauteur de (15 PC, 3 portables, 1 logiciel de suivi évaluation, 1 logiciel macroéconomique, 1 logiciel d'archivage, des licences d'antivirus, 15 onduleurs, 9 imprimantes, 1 serveur, 2 scanners, 3 photocopieurs, 1 rétroprojecteur, 12 bureaux et 12 armoires). Par ailleurs, le câblage du MAED sera modernisé et la bande passante d'internet sera élargie.</p>	<p>Le matériel informatique prévu au départ a été livré dans son entièreté. Le mobilier de bureau a été livré comme convenu initialement.</p> <p>Toutefois, la DCEF (actuellement DMRCAE) a bénéficié de 14 ordinateurs au lieu des 5 prévus initialement. Les logiciels de suivi-évaluation au profit de la DPSP (actuellement DPIP) et celui d'archivage au profit de la DESD (DPAE) n'ont pas été acquis.</p> <p>Par ailleurs, le logiciel de modélisation macroéconomique prévu à cette dernière direction a été remplacé par l'acquisition d'un logiciel statistique Eviews. L'élargissement de la bande passante au niveau des structures bénéficiaires d'internet n'a pas été réalisé. En effet, cette activité a été réalisée par le Secrétariat Général aux Nouvelles Technologies dans le cadre d'un plan global d'amélioration de l'accès à Internet au niveau du MAED.</p> <p>La nouvelle direction mise en place en 2010, la DGPII, a bénéficié de l'appui du projet à travers la fourniture de 12 ordinateurs portables, 1 disque dur externe et 1 support de portable, 1 photocopieur ainsi que de mobilier de bureaux de salle de réunions. Ces acquisitions au profit de la DGPII n'ont pas été prévues lors de la conception du projet.</p>	3	18	0,54
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---	----	------

<p>3. Pour la DPSP : Les outils de gestion de la DPSP sont améliorés à travers l'assistance d'un expert en gestion des investissements publics et d'un expert en programmation informatique.</p> <p>Pour la DCEF: un rapport sur l'aide publique au développement est réalisé par un expert en stratégie d'endettement et une stratégie de sortie du statut de PMA à PRI est réalisée par un expert macro économiste.</p> <p>Pour la DESD: le modèle de simulation de l'économie mauritanienne MEMAU est mis à jour pour intégrer les dimensions liées à la pauvreté et au secteur pétrolier à travers l'assistance d'un expert en modélisation et d'un expert en conjoncture économique</p>	<p>Pour la DPSP (actuellement DPI): les services des consultants prévus initialement n'ont pas été réalisés, ceci à cause de la-non élaboration des termes de références pour ces activités par la direction bénéficiaire.</p> <p>Pour la DCEF (actuellement DMRCAE): l'étude sur l'aide publique au développement a été réalisée; la stratégie de PMA à PRI a été faite par un cabinet au lieu de service de consultant individuel prévu initialement. Par ailleurs, une base de données pour le suivi des conventions de financement a été réalisée par un expert, ceci n'a pas été prévu à la conception du projet.</p> <p>Pour la DESD (actuellement DPAE), un expert d'AFRISTAT a assisté la direction pendant 1 semaine dans le cadre de l'élaboration de notes de conjoncture, néanmoins le modèle MEMAU n'a pas été mis à jour, notamment à cause de la-non réalisation des premières phases de ce projet qui ont été pris en charge par un projet de la Banque mondiale (PRECASP).</p>	2	24	0,48
<p>4. Deux ateliers sur la prospective et la vision Mauritanie 2030 organisés et un voyage d'étude sur la prospective réalisé</p>	<p>Les ateliers n'on pas été organisés. Trois voyages d'étude sur la prospective ont été réalisés : pour 2 personnes au Maroc, pour 1 personne en France et pour 5 personnes en Tunisie</p>	2	3	0,06
<p>5. Une étude prospective Mauritanie 2030 est</p>	<p>L'étude n'a pas été réalisée. Cependant, un expert</p>	1	10	0,1

6. La cellule est équipée de: 2 voitures, 2 PC, 1 portable, logiciel antivirus, 2 onduleurs, 1 photocopieur, 1 fax, 1 logiciel de comptabilité, 1 armoire, 2 bureaux, 6 chaises, 4 climatiseurs	Les équipements prévus ont été livrés	3	21	0,63
7. Un plan de formation, un manuel de passation de marchés et un manuel des procédures sont élaborés avec l'assistance de trois experts, spécialisés respectivement dans la formation, dans les acquisitions et dans la gestion de projets	Les manuels ont été réalisés	4	2,5	0,1
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]				2

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto calculée	2
----------------------------------------------------------------------	---

II. RENDEMENTS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

RENDEMENTS

Note:

Les rendements du projet n'ont pas été indiqués dans la requête de financement. Lors de la mission d'élaboration du présent rapport d'achèvement, des rendements ont été déterminés selon une approche rétrospective et discutés avec les autorités. L'analyse des activités convenues à la conception du projet a permis de déterminer les rendements attendus ce celui-ci

Note

Prévisions	Réalisations	
-------------------	---------------------	--

Composante 1 – Renforcement des outils de programmation à court et moyen termes		
1. Le programme d'investissement public (PIP) et un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global couvrant la période 2011-2013 d'une qualité permettant leur contribution à la préparation des budgets annuels de la Mauritanie sont élaborés	En 2007 et dans le contexte de l'agenda de passage de la Mauritanie d'un statut de PMA à celui de PRI, qui prévalait en ce temps, un PIP et un CDMT couvrant la période 2008-2010 ont été préparés et présentés lors des réunions du groupe consultatif sur la Mauritanie et traitant cette mutation. Cependant ces éléments n'ont pas été élaborés selon les meilleurs standards et donc n'ont pas permis de servir de base à la préparation budgétaire des années concernées. Au moment de l'achèvement du projet, la mission a noté que les directions compétentes sont en train de finaliser le PIP et le CDMT 2011 - 2013. Ces travaux ont bénéficié des formations et des équipements qui ont été mis à disposition à travers le PARPEF, pour améliorer leurs qualités et crédibilité afin de les utiliser dans la préparation du budget de l'Etat à partir de celui de 2012	3
2. La mobilisation des ressources extérieures est améliorée à partir de 2008 en contribuant à 80% en moyenne au budget consolidé d'investissement (BCI). Le taux d'exécution du BCI est également amélioré	Concernant la mobilisation de ressources extérieures, l'aide publique au développement a enregistré un important accroissement de 300 millions de dollars en 2007 à 670 millions de dollars en 2008. Néanmoins, avec les événements politiques qui ont prévalu à partir de la fin 2008 jusqu'à la fin 2009, ces ressources ont baissé aux alentours de 80% sur cette période (130 millions de dollars en 2009). Le taux d'exécution du BCI a connu une baisse en 2008 (74%) par rapport à 2007 (83%), ceci est dû à l'augmentation des financements en 2008 qui se sont confrontés à une limitation des capacités d'absorption. Le taux a continué à baisser en 2009 (54%) pour les raisons expliquées précédemment et relatives à la situation politique du pays.	2
3. Des notes économiques trimestrielles sur la conjoncture sont publiées	Les notes conjoncturelles trimestrielles ont été réalisées et publiées avec l'appui du projet au niveau de l'élaboration par l'assistance technique et la formation des agents de la direction responsable ainsi que pour la publication. Cependant, ces publications ont été arrêtées lors de la période d'instabilité politique à partir du second semestre 2008	2
Composante 2 – Amélioration de la vision à long terme		

1. Des politiques sectorielles de long terme basées sur une étude prospective globale sont élaborées d'une façon cohérente	Ceci n'a pas été réalisé du fait que l'étude n'a pas été faite. Cependant, à travers l'appui à la cellule prospective notamment par l'organisation de voyages d'étude, une sensibilisation accrue des décideurs et des chargés de la cellule sur la nécessité d'une stratégie de développement à long terme à été atteinte	1
2. La culture de la réflexion prospective en Mauritanie est renforcée	L'étude prospective n'a pas été réalisée, cependant, les ressources réallouées ont permis de créer un centre de documentation, d'ores et déjà opérationnel, et qui a contribué à fournir les informations relatives aux études élaborées dans le domaine des stratégies de développement et à créer un fonds de savoir basé sur des archives accessibles électroniquement.	3
NOTE GENERALE DES RENDEMENTS [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		2

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto calculée	2
---------------------------------------------------------------	---

2. <u>Autres rendements:</u> Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).
NA, les rendements du projet n'ont pas été identifiés dans la requête de financement du projet qui a été dépourvu de cadre logique.
3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus.</u> Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.
Certains facteurs menacent la viabilité des résultats obtenus du projet. En effet, le caractère ponctuel des formations, qui ont été réalisées sur des délais très courts et sous la forme d'atelier, laisse redouter une dilution des apprentissages. Dans le même sens, plusieurs formations sous la forme de voyages d'études à l'étranger ont concerné des cadres de direction et non pas des agents techniques de l'administration. Ces cadres de directions sont souvent appelés à d'autres

E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

- Le projet a été évalué en 2007 à partir des besoins exprimés par le Gouvernement Mauritanien dans le contexte de la sortie de la Mauritanie du statut des pays les moins avancés à celui des pays à revenu intermédiaire avec l'avènement du pétrole. Ces besoins sont fondés sur les orientations stratégiques retenues dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté CLSP II 2006-2010. Dans sa conception, le projet répond à ces besoins.

- Le projet a tenu compte des leçons tirées au titre de l'achèvement du PAIM, en particulier, la concentration de l'appui sur un seul ministère, en l'occurrence le MAED, afin d'éviter les blocages institutionnels à l'instar de ceux rencontrés lors de l'exécution du PAIM qui impliquait cinq ministères.

- Le cadre institutionnel du projet a été conçu d'une façon satisfaisante (composition de la cellule d'exécution du projet et désignation de la supervision de l'exécution). Néanmoins, ni la requête de financement, ni l'aide mémoire de la mission de lancement (mai 2007), ne font ressortir la répartition des acquisitions au niveau des structures bénéficiaires. Ceci, a laissé beaucoup de flexibilité lors de l'exécution pour réaliser des arbitrages dans la répartition des équipements.

- La conception du projet a également considéré des activités d'assistance technique qui ne peuvent être réalisées que si des phases préalables sont finalisées dont

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Le projet n'a pas été basé sur une analyse préalable de la capacité du pays. Toutefois, il est à noter que le PAIM a permis à travers son rapport d'achèvement de donner une description quant aux capacités. L'engagement du pays à réaliser les activités du projet était très important, particulièrement dans le contexte économique qui prévalait (passage du pays du statut de PMA à PRI). Ceci s'est reflété par la mise en œuvre très rapide de l'assistance technique qui a débouché sur une étude sur la stratégie PMA-PRI dès les premiers mois d'exécution du projet. Néanmoins cet engagement a fléchi principalement à cause de l'instabilité politique à partir de 2008.	3
EVALUATION DU	b) La conception du projet	La requête de financement du projet ne fait pas ressortir les risques potentiels qui	1

UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Les systèmes qui ont été utilisés pour la passation de marchés et pour la gestion financière ont été ceux de la Banque	1

Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note	
			Banque	Emprunteur
CLARITE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Le dispositif institutionnel pour la mise en œuvre du projet est adéquat. Il prévoyait une équipe du projet et des représentants des structures bénéficiaires (correspondants). Cette structure a été mise sous la supervision d'une structure pérenne, qui a été la DPSP. La cellule d'exécution de projet a été dotée de toutes les ressources nécessaires à la bonne mise en œuvre des activités du projet. Un contrat de performance de la coordination a également été prévu	3	3
PREPARATION A LA PASSATION	e) Les documents requis pour	A l'évaluation, certains documents relatifs à la répartition des acquisitions	2	2

PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Le suivi de l'exécution du projet était décrit d'une façon générale. Il n'y avait pas d'indicateurs spécifiques pour ce suivi. Le calendrier prévisionnel d'exécution conçu à l'évaluation (tableau 4 de la requête de financement) semble irréaliste. La réalisation de la plupart des activités, quelque soit leurs natures, acquisitions, formations ou élaboration d'études ont été prévues sur une période de 12 mois sur les 18 mois du projet. Ces prévisions devaient tenir compte de l'expérience passée du PAIM qui a duré 6 années sans pour autant réaliser les activités prévues, en particulier l'assistance technique. Toutefois, étant le contexte de mobilisation pour accompagner le passage du pays de PMA à PRI, prévalant lors de l'évaluation, ces prévisions d'exécution peuvent être justifiées.	2	2
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	Il n'y a pas d'indicateurs de référence définis dans la requête de financement.	1	1

F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Respect des calendriers:

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Certaines activités ont été conçues en coordination avec les appuis des autres partenaires au développement. En effet, certaines études du projet finalisent des études préalables entamées par les partenaires au développement. En effet, la mise à jour du MEMAU, le modèle économique de la Mauritanie dépendait des premières phases de conception du projet qui incombait à un projet de la Banque Mondiale. D'autre part, l'étude prospective était liée à la finalisation de l'enquête sociale initiée par le projet du PNUD. Cependant, ces activités spécifiques du PARPEF ont été abandonnées à cause des difficultés que les autres bailleurs ont rencontrées dans la réalisation de leurs projets.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

La coordination et l'harmonisation entre bailleurs dans le domaine du renforcement des capacités ne sont pas très développées. Il existe des groupes thématiques regroupant à la fois les bailleurs et les autorités, mais étant donné les circonstances politiques que le pays a traversées, ces mécanismes étaient très limités sur le plan opérationnel. Toutefois, la nouvelle direction générale DGPPI mise en place en juillet 2010 a pour mission la coordination de l'aide et aura à jouer un rôle important dans ce sens. Le PARPEF, à travers certaines économies réalisées sur ses activités a permis d'appuyer cette nouvelle structure.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		NOTE
RESPECT DU CALENDRIER	degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, "4" est automatiquement noté	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement.	La première prorogation de 8 mois (du 31/12/2008 au 31/08/2009) n'a pas été suffisante pour réaliser l'étude prospective et réallouer les ressources économisées sur d'autres activités. La deuxième prorogation a donc dû être accordée jusqu'à la fin du mois de mai 2010.	3
	entre 12.1 et 24, "3" est automatiquement noté	(généralisé automatiquement)		
	entre 24.1 et 36, "2" est automatiquement noté	17,2		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	Le projet est un appui institutionnel pour le renforcement des capacités en matière de programmation économique et financière. Il n'a aucun impact négatif sur l'environnement. Par ailleurs, aucune catégorisation environnementale n'a été faite pour ce projet.		NA
	Dispositions fiduciaires	Les rapports d'audit ont été élaborés conformément à ce qui a été stipulé dans la requête de financement. La Banque a examiné ces rapports et communiqué ses observations à la cellule d'exécution du projet. Cette structure d'exécution fait recourir un risque fiduciaire au projet, notamment compte tenu de la faiblesse du contrôle interne.		3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Il n'y avait pas de conditions spécifiques préalables à la signature de		NA

	La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	Le projet a connu 3 supervisions, ce qui peut être considéré comme suffisant. Néanmoins, la dernière supervision date de plus d'un an avant la clôture du projet. Plusieurs changements dans les activités prévues initialement ont eu lieu, et la Banque ne paraît pas pleinement informée de ces réallocations. Ainsi, le suivi de l'exécution du projet n'a pas été suffisamment proactif vis à vis des blocages dans la réalisation des activités que le projet a accusés.	2
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisant.	Comme indiqué précédemment la surveillance est considéré comme moyennement satisfaisante	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	Le projet est un appui institutionnel pour le renforcement des capacités en matière de programmation économique et financière. Il n'a aucun impact négatif sur l'environnement. Par ailleurs, aucune catégorisation environnementale n'a été faite pour ce projet.	NA
	Dispositions fiduciaires	Les rapports d'audit ont souvent fait des observations quant à la gestion interne du projet. Le suivi des recommandations n'a pas été toujours mis en œuvre, en particulier concernant l'inventaire physique des immobilisations du projet. Par ailleurs, certaines réallocations des ressources du budget ne font pas état d'accords préalables de la Banque. Certaines activités non prévues initialement et concernant principalement des voyages d'études et des équipements informatiques ont été réalisées sans la demande de non objection de la Banque. Ces activités ont été financées par le reliquat d'autres activités.	1
	Accords conclus dans le cadre du projet	Il n'y avait pas de conditions spécifiques préalables à la signature de l'accord de don	NA
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	La cellule d'exécution a assuré un suivi de la mise en œuvre des recommandations des supervisions. Cependant, lors des prolongations des durées d'exécution du projet, ces suivis sont moins satisfaisants	2

L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Idem	2
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	---

G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable) (généralisé automatiquement)	Date PAR été envoyé a pcr@afdb.org JJ/MM/AA	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION Si l'écart est égale ou inferieur a 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
31/5/10	31/11/10	6,0	4

Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis a temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).

[150 mots au plus]

L'équipe en charge du RAP était formée du chargé du projet et d'un consultant économiste. La mission a séjourné douze jours à Nouakchott et a organisé une consultation approfondie avec les différentes parties prenantes et avec les partenaires au développement. Elle a entamé la mission par l'inventaire détaillé des activités qui étaient prévues et de leurs réalisations. Le comité de pilotage a été consulté concernant les résultats obtenus ainsi que sur l'appréciation de l'exécution du projet. Les structures bénéficiaires ont été consultées dans le même sens. Le processus du RAP a permis de constater que le projet a rempli partiellement ses objectifs mais que son impact a été considéré comme limité par les bénéficiaires. Le RAP a été élaboré en concertation avec la cellule d'exécution du projet malgré les difficultés rencontrées au niveau de l'archivage des documents liés aux faiblesses de la gestion interne de la cellule.

H. LECONS TIRES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Leçons tirées pour le Gouvernement:

- Le projet a souffert de l'instabilité des arrangements institutionnels relatifs à la répartition des missions entre les directions et les ministères. En effet, les changements récurrents dans l'organisation du travail sont de nature à diluer les rendements des projets, notamment à cause des réallocations des ressources humaines qui ont bénéficié des formations spécifiques et qui ont été amenées à assurer des fonctions en dehors de leur champ de spécialisation initial. Par ailleurs, les problèmes de chevauchement des missions entre le MAED et le Ministère des Finances doivent être résolus en particulier pour l'élaboration du BCI et du PIP.
- L'exécution des projets a été ralentie par la lourdeur des procédures de passation des marchés au niveau des comités départementaux.
- L'identification des besoins d'appui au niveau des structures bénéficiaires doit être faite d'une façon plus diligente et détaillée afin d'améliorer la conception des projets et donc de maximiser leurs impacts
- Une supervision plus proactive et exhaustive de l'exécution des projets doit être menée par les structures de pilotage des projets afin d'assurer une bonne coopération avec les bailleurs et éviter tout déraillement dans la mise en œuvre des projets. La nouvelle structure DGPI est de nature à relever ce défi.

Leçons tirées pour la Banque:

- Le cellule d'exécution du projet avec une structure légère permet de réduire les coûts de fonctionnement mais présente un risque du point de vue de la gestion fiduciaire et des passations des marchés. Une responsabilisation accrue et un appui d'un chargé des acquisitions permettraient de réduire ces risques, d'améliorer la mise en œuvre des activités du projet et de renforcer le contrôle interne.
- La durée du projet doit être fixée d'une façon réaliste et basée sur l'expérience passée de la Banque dans le pays. En cas de prorogations, le délai supplémentaire doit être suffisant afin de permettre de faire les procédures de passation de marchés liées aux activités sur lesquelles la prorogation a été accordée.
- La supervision et l'encadrement de la Banque doit être proactif, rigoureux et exhaustif. Un cadre logique axé sur les résultats doit être élaboré pour assurer le suivi du projet même si le format de la requête de financement sur des fonds spéciaux ne le prévoyait pas.

I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	2
	Réalisation des rendements	2
	Respect du calendrier	3
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET	2
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	2
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	2
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	3
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	1
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	1
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	1
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	3
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	1
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	1
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	2
La collecte des données de référence est achevée ou en cours	1	

	NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET	2
	Supervision:	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	NA
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	NA
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	2
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	2
	Le PAR a été fourni à temps	4
	NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION	2
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION	2
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	NA
	Dispositions fiduciaires	1
	Accords conclus dans le cadre du projet	NA
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	2
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	2
NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE	2	
NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	2	

J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur	M. KANGA	22/11/2010
Vérifié par le Directeur Régional	I. LOBE	14/12/2010
Approuvé par le Directeur Sectoriel	G. NEGATU	

ANNEXE 1 : TABLEAU DES COÛTS DU PROJET PAR COMPOSANTE ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT

du 01/06/2007 au 31/08/2010

N° DON: 6550655000151

	Don Japonais		Gouv. Mauritanien	
COMPOSANTES	Coût Prévu	Coût effectif	Coût Prévu	Coût effectif
	Euro		Euro	
<i>Composante I: Renforcement des outils de la programmation à court et moyen termes</i>	348 683	279 804		
<i>Composante II: Amélioration de la vision économique à long terme</i>	68 960	62 948		
<i>Composante III: Gestion et suivi du projet</i>	130 788	164 813	41 740	41 740
Total cout de base du projet	548430,54	507 565	41740	41740
Imprévus	42411,32			
Coût total du projet	590840,68		41740	

Annexe 2 : Liste de contributions de la Banque

Mission	Dates		Nombre de personnes	Nom	Spécialité
	Du	Au			
Evaluation	11/07/2006	23/07/2006	5	M. Samba Bâ	Economiste-pays Supérieur
				M. Mohamed S.IBRAHIM	Macro-économiste
				Abdoul Bakou Maïga	Expert Informaticien (CIMM)
				Aboubacar Fall	Conseiller juridique Principal (GECL)
				Mamadi Camara	Consultant Macro économiste (ORNB)
Finalisation	10/12/2006	23/12/2006	2	M. Samba Bâ	Economiste-pays Supérieur
				M. Mohamed S.IBRAHIM	Macro-économiste
Lancement	09/05/2007	11/05/2007	1	M. Samba Bâ	Economiste-pays Supérieur
Supervision	08/02/2008	12/02/2008	1	M. Samba Bâ	Macro-économiste
Supervision	09/11/2008	18/11/2008	1	M. Samba Bâ	Macro-économiste
Supervision	05/04/2009	09/04/2009	1	M. Samba Bâ	Macro-économiste
Achèvement	05/10/2010	17/10/2010	2	M. Emmanuel Diarra	Economiste Financier Principal
				M. Achraf TARSIM	Economiste

Annexe 3 : Analyse Economique et analyse financière

NA

Annexe 4 : Dernier plan de passation de marchés

Pays/Organisation																									
Projet/Programme:																									
Don				Demande de Manifestation d'Intérêt		Termes de Références		Liste Restreinte				Demande de Proposition		Soumission des Propositions		Evaluation Soumissions Technique (T) and Financière (F)					Mise-au-point du Marché				
Description*	Méthode de Sélection	Marché Au forfait ou au temps-passé	Montant estimatif en UC'000	Revue à priori ou à postériori	Plan vs Réalisé	Date Annonce	Date limite	Date Proposés	Date Non-objection	Date Proposée	Date Non-objection	Plan vs Réalisé	Date Proposée	Date Non-objection	Date limite de Soumission	Date ouverture propositions T	Rapport évaluation T proposé	Non-objection Rapport évaluation T	Ouverture Propositions F	Rapport évaluation T et F combinées proposé	Non-obj. Rapport évaluation T et F combinées	Plan vs Réalisé	Montant du Contrat négocié en UA'000	Date Attribution du Marché	Date signature
Recrutement spécialiste en passation de marché	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			24 mai 07		24 mai 07		Plan Réalisé	29 mai 07		11 juin 07	11 juin 07	12 juin 07	19 juin 07	11 juin 07	12 juin 07	19 juin 07	Plan Réalisé		20 juin 07	21 juin 07
Elaboration manuel de procédures	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			15 juin 07	22 juin 07	15 juin 07	22 juin 07	Plan Réalisé	15 juin 07	22 juin 07	23 juillet 07	23 juillet 07	25 juillet 07	06 août 07	23 juillet 07	23 juillet 07	06 août 07	Plan Réalisé		16 août 07	17 août 07
Etude stratégie sortie PMA	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			30 mai 07	11 juin 07	30 mai 07	11 juin 07	Plan Réalisé	30 mai 07	08 juin 07	11 juillet 07	11 juillet 07	13 juillet 07	23 juillet 07	11 juillet 07	13 juillet 07	23 juillet 07	Plan Réalisé		25 juillet 07	27 juillet 07
Recrutement cabinet audit	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			20 juillet 07	30 juillet 07	20 juillet 07	30 juillet 07	Plan Réalisé	20 juillet 07	30 juillet 07	30 août 07	30 août 07	31 août 07	7 sept 07	30 août 07	31 août 07	7 sept 07	Plan Réalisé		10 sept 07	13 sept 07
Recrutement expert en modélisation	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			30 nov 07	11 dec 07	30 nov 07	11 dec 07	Plan Réalisé	30 nov 07	11 dec 07	12 janv 08	12 jan 08	13 jan 08	20 jan 08	12 jan 08	13 jan 08	20 jan 08	Plan Réalisé		23 jan 08	25 jan 08
recrutement expert en formation	LR	Forfait		priori	Plan Réalisé			22 oct 07	02 dec07	22 oct07	02 dec07	Plan Réalisé	22 oct 07	02 dec 07	02 janv 008	02 janv 08	03 janv 08	11 janv 08	02 janv 08	03 janv 08	12 janv 08	Plan Réalisé		15 janv 08	17 janv 08
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé			
Total					Plan Réalisé							Plan Réalisé										Plan Réalisé	0,00 0,00		

Annexe 5 : Liste des documents justificatifs

1. Requête de financement du projet adressée au Fonds Japonais
2. Aide-mémoires des missions de lancement et de supervision
3. Rapports de retour de mission
4. Rapports d'activités du projet
5. Demandes de décaissements adressées à la Banque
6. PV des réunions du comité interne
7. Note de dialogue 2009
8. Revue du portefeuille 2009
9. CSLP II 2006 - 2010
10. DSP intérimaire 2006-2007
11. Plan de formation du projet
12. Contrat de performance de la coordination
13. Rapport d'achèvement du Projet d'appui institutionnel multisectoriel PAIM
14. Rapport d'évaluation à mi-parcours
15. Manuel de procédures administratives, comptables et financières
16. Rapport final sur la méthode et l'état d'avancement du processus de passation des marchés du PARPEF
17. Stratégie nationale de financement du développement et de sortie "en douceur" de la Mauritanie du groupe des pays les moins avancés
18. L'aide publique au développement : le cas de la Mauritanie 2005-2010
19. Décret n° 126.2010 / PM fixant les attributions du Ministre des Affaires Economiques et du Développement et de l'organisation de l'administration centrale de son D
20. Note d'information générale sur la Pays, ORNB 2009

Annexe 6 : Liste des activités réalisées du projet (du 01/06/2007 au 31/08/2010)

N° DON: 6550655000151 _ Montants En Euro

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés prévues	Qtés réalisées	Coût Prévu	Coût effectif	Da prév
Composante 1	DPIP (DPSP)						

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
RENFORCEMENTS	<i>Acquisition des Biens: Equipements, Mobiliers</i>						
DES OUTILS DE LA	<i>Equipements Informatiques</i>						
PROGRAMMATION	PC		5	5	9 798	6 579	févr.
A COURT ET MOYEN	Portable		1	2	2 239	2 007	févr.
TERME	Serveur Biprocasseur		1	1	2 519	3 367	févr.
	Onduleurs		5	5	1 991	1 397	févr.
	Imprimante Multifonction		1	1	1 400	692	févr.
	Imprimante de réseau		2	2	2 146	823	févr.
	Stylo de sauvegarde Clés USB		10	10	1 400	90	févr.
	<i>Renforcement cablagés réseaux locaux et électriques (MAED)</i>		1	1	4 199	1 309	févr.
	<i>Augmentation bande passante Internet BLR (MAED)</i>		18	0	8 398	0	févr.
	<i>Reliquat sur Marché DAO n°186/2008</i>	<i>Complément sur facture n°186/DAO/2008 acquisition d'équipements informatiques</i>	0	1	0	6 456	
	Logiciels de Gestion Spécifiques						
	Logiciel de Suivi-Evaluation		1	0	872	0	juil.
	Kit CD et Docs Windows server recent		1	0	36	0	juil.
	Licence client windows 2003 ou 2004		10	0	182	0	juil.
	Webexpress+ option cache pour administration de l'intranet		1	0	436	0	juil.
	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 50 U	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 20 U	5	5	127	127	juil.
	Mobiliers et Matériels de Bureau						
	Photocopieur Haut Debit 30 copies par mn		1	1	1 534	1 437	févr.
	Armoires de Rangement		4	4	292	370	févr.
	Bureau de Cadre en bois		4	4	1 315	1 165	févr.
	Appareil Photo numérique	<i>Appareil Photo numérique (Service informatique)</i>	1	1	475	457	févr.
		Scanner	0	1		125	
	Documentations						
	Documentations: Abonnement à une revue	Documentations: Abonnement à une revue	1	1	317	94	févr.
	FORMATIONS ET SEMINAIRES						
	Formation sur le cycle de projets 60 personnes		1	0	16 133	0	juil.
	Atelier sur l'élaboration du budget d'invest. public 60 pers.		1	0	24 998	0	juil.
		Atelier sur l'élaboration du CDMT 34 pers	0	1	0	16 465	
		Atelier sur l'élaboration du PIP 32 pers	0	1	0	16 457	
	Formation Administration WEB EXPERT	Formation pour 5 pers du service informatique du MAED	1	1	1 454	1 411	juil.
	FONCTIONNEMENT						
	Consommables Informatiques		1	1	727	643	juil.
	Fournitures et consommables de bureau		1	1	727	587	juil.

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
	Maintenance des Equipements		1	1	242	242	juil.
	Maintenance des Logiciels		1	1	121	109	juil.
	SERVICES CONSULTANTS						
	Expert en programmation et gestion des investissements publics		3	0	31 915	0	nov.
	Informaticien développeur- gestionnaire de réseau		1	0	8 721	0	juil.
	DMRCAE (DCEF)						
	Acquisition des Biens: Equipements, Mobiliers						
	Equipements Informatiques						
	PC		5	14	9 798	15 607	févr.
	Portable		1	1	2 239	2 007	févr.
	Onduleurs		5	14	1 991	1 397	févr.
	Imprimante Multifonction		1	1	1 400	692	févr.
	Imprimante de réseau		2	2	2 146	823	févr.
	Stylo de sauvegarde Clés USB		10	10	1 400	90	févr.
	Logiciels de Gestion Spécifiques						
	Kit CD et Docs Windows server recent		1	0	36	0	juil.
	Licence client windows 2003 ou 2004		1	0	182	0	juil.
	Webexpress+ option cache pour administration de l'intranet		1	0	436	0	juil.
	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 50 U	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 20 U	5	5	127	127	juil.
	Mobiliers et Matériels de Bureau						
	Photocopieur Haut Debit 30 copies par mn		1	1	1 534	1 437	févr.
	Retroprojecteur		1	1	584	880	févr.
	Scanner		1	1	329	161	févr.
	Armoires de Rangement		4	4	292	370	févr.
	Bureau de Cadre en bois		4	4	1 315	1 165	févr.
	Documentations						
	Documentations: Abonnement à une revue	Documentations: Abonnement à une revue	1	1	317	94	févr.
	FORMATIONS ET SEMINAIRES						
	Formation sur la gestion des financements extérieurs 20 pers.	Atelier réalisé pour 23 personnes	2	1	16 133	7 046	juil.
		Atelier sur le Suivi des projets 24 person	0	1		7 278	
	Atelier de lancement de l'étude sur la stratégie de sortie de la catégorie des PMA		1	0	5 087	56	juil.
	Groupe de travail de l'étude sur la stratégie de sortie de la catégorie des PMA		1	0	3 270	0	juil.
	Voyage d'étude- mobilisation de financements	Voyage d'études 5 personnes au Sénégal	1	1	7 268	7 268	juil.
	Atelier de lancement de l'étude sur la stratégie de sortie de la catégorie des PMA		1	0	5 087	56	juil.

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
	FONCTIONNEMENT						
	Consommables Informatiques		1	1	727	643	juil.
	Fournitures et consommables de bureau		1	1	727	587	juil.
	Maintenance des Equipements		1	1	242	242	juil.
	Maintenance des Logiciels		1	1	121	109	juil.
	SERVICES CONSULTANTS						
	Expert en stratégie d'endettement	Expert pour l'élaboration rapport APD	2	2	17 442	16 604	juil.
	Macro-économiste (élaboration de la stratégie de sortie des PMA)	Stratégie PMA-PRI réalisé par bureau d'études	3	3	26 807	24 432	juin.
		Consultant informatique pour la mise en place base de données pour le suivi des conventions de financement	0	1	0	5 615	
	DPAE (DESD)						
	Equipements Informatiques						
	PC		5	5	9 798	6 579	févr.
	Portable		1	1	2 239	2 007	févr.
	Onduleurs		5	5	1 991	1 397	févr.
	Imprimante Multifonction		1	1	1 400	692	févr.
	Imprimante de réseau		2	2	2 146	823	févr.
	Stylo de sauvegarde Clés USB		10	10	1 400	90	févr.
	Logiciels de Gestion Spécifiques						
	Logiciel de Modélisation macroéconomique		1	0	727	0	juil.
	Logiciel de gestion documentaire et des archives		1	0	509	0	juil.
	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 50 U	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 20 U	5	5	127	127	juil.
		Logiciel E-wiews licence 3 Unités	0	1	0	3 791	
	Mobiliers et Matériels de Bureau						
	Photocopieur Haut Debit 30 copies par mn		1	1	1 534	1 437	févr.
	Scanner pour archivage DESD		1	1	657	821	févr.
	Armoires de Rangement		4	4	292	370	févr.
	Bureau de Cadre en bois		4	4	1 315	1 165	févr.
	Documentations						
	Documentations: Abonnement à une revue	Documentations: Abonnement à une revue	1	1	317	94	févr.
	Publication des notes de conjoncture trimestrielles		1	1	3 652	2 774	janv.
	FORMATIONS ET SEMINAIRES						
	Formation sur le cadrage macroécono. Intégrant le pétrole et les modèles de simulation d'impact		1	0	7 268	0	
		Atelier sur la programmation financière 24 pers	0	1		7 253	
	Formation en modélisation macroéconomique niveau avancé pour 3 personnes		3	0	24 998	0	

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
		Atelier sur la prévision 23 pers	0	1	0	7 266	
	Voyage d'étude- modélisation et conjoncture	Voyage d'études 5 personnes au Mali Afristat	1	1	7 305	5 835	janv.
		Formation sur la mise en place d'une gestion de base de données en Tunisie pour 4 pers	0	1	0	26 948	
	FONCTIONNEMENT						
	Consommables Informatiques		1	1	727	643	juil.
	Fournitures et consommables de bureau		1	1	727	587	juil.
	Maintenance des Equipements		1	1	242	242	juil.
	Maintenance des Logiciels		1	1	121	109	juil.
	SERVICES CONSULTANTS						
	Expert en modélisation	Assistance Technique Expert Afristat 2 semaines	2	0,5	21 277	2 396	nov.
	Expert en analyse conjoncturelle		3	0	26 163	0	juil.
	DGPPI						
		Equipements Informatiques					
		Portable	0	12	0	18 422	
		Imprimante laser	0	1	0	200	
		Stylo de sauvegarde Clés USB	0	3	0	167	
		Accessoires portables (sacoches, souris et housse)	0	1	0	491	
		Disque dur externe	0	1	0	278	
		Batterie portable	0	1	0	503	
		Desk station portable	0	1	0	731	
		Logiciels de Gestion Spécifiques					
		Logiciel kaspersky	0	4	0	110	
		Mobiliers et Matériels de Bureau					
		Photocopieur Haut Debit 30 copies par mn	0	1	0	6 314	
		Bureau de Cadre en bois	0	2	0	400	
		Fauteuil	0	8	0	1 386	
		Chaises visiteurs	0	15	0	560	
		Armoires métalliques	0	4	0	767	
		Table de réunion	0	1	0	520	
		Table basse	0	2	0	240	
		Téléphone- Fax	0	1	0	240	
		FORMATIONS ET SEMINAIRES					
		Participation à un atelier sur la coopération économique forum AGOA aux USA 1 pers	0	1	0	8 594	
		Voyage d'études sur le Suivi des Projets au Maroc pour 2 personnes	0	1	0	8 131	

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
		FONCTIONNEMENT					
		Consommables Informatiques	0	1	0	1 165	
Composante 2	Cellule vision 2030						
Amélioration de la vision à long termes	Equipements Informatiques	Equipements Informatiques pour le centre de documentation					
		PC	0	4	0	3 586	
		Portable	0	1	0	2 485	
		Onduleurs	0	4	0	678	
		Imprimantes laser	0	6	0	5 354	
		Scanner avec chargeur	0	1	0	1 191	
		Stylo de sauvegarde Clés USB	0	10	0	155	
		Disque dur externe	0	4	0	1 895	
		Caméra numérique	0	2	0	936	
		Clés Wifi	0	10	0	338	
		Mobiliers et Matériels de Bureau					
		Machine à reliure GM	0	1	0	197	
		Tableau Flip sharp	0	1	0	98	
		Broyeur à papier	0	1	0	98	
	FORMATIONS ET SEMINAIRES	FORMATIONS ET SEMINAIRES					
	Groupe de travail de l'étude prospective Mauritanie, Vision 2030		1	0	3 634	0	juil.
	Atelier de restitution de l'étude prospective Mauritanie, Vision 2030		1	0	5 087	0	juil.
	Voyage d'étude- étude prospective	2 voyages d'études réalisés sur la prospective 2 pers au Maroc et 1 pers en France	1	1	7 268	6 753	juil.
		Formation en tunisie sur la prospective pour 5 pers			0	22 259	
		FONCTIONNEMENT					
		Consommables Informatiques	0	1	0	2 778	
		Fournitures et consommables de bureau	0	1	0	1 769	
	SERVICES CONSULTANTS	SERVICES CONSULTANTS					
	Spécialiste en études prospectives		3	0	26 807	0	juin.
	Spécialiste Socio-antropologue		1	0	8 721	0	juil.
	Expert en aménagement du terroire		1	0	8 721	0	juil.
	Expert en économie		1	0	8 721	0	juil.
		Consultant pour la mise en place du centre de documentation Mauritanie vision 2030	0	1	0	12 378	
COMPOSANTE 3-	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT					
	Acquisition des Biens: EQUIPEMENTS, MOBILIERS	Acquisition des Biens: EQUIPEMENTS, MOBILIERS					
	Equipements Informatiques et logiciels	Equipements Informatiques et logiciels					

COMPOSANTES	ACTIVITES PREVUES LORS DE L'EVALUATION	ACTIVITES REALISEES A L'ACHEVEMENT	Qtés	Qtés	Coût	Coût	Da
GESTION ET SUIVI	PC Micro-ordinateur	PC Micro-ordinateur	2	2	3 128	1 465	juin
DU PROJET	Portable	Portable	1	1	1 787	2 211	juin
	Onduleurs	Onduleurs	2	2	745	276	juin
	Logiciel de Comptabilité	Logiciel de Comptabilité	1	1	1 527	652	juin
	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 50 U	Logiciel Antivirus SYMANTEC Cooperate Edition 20 U	5	5	127	127	juil.
	Mobiliers et Matériels de Bureau	Mobiliers et Matériels de Bureau					
	Photocopieur	Photocopieur	1	1	968	967	juin
	Armoires de Rangement	Armoires de Rangement	1	1	149	204	juin
	Bureau de Cadre en bois	Bureau de Cadre en bois	2	2	611	553	juin
	Table de réunion	Table de réunion	1	1	223	235	juin
	Chaises	Chaises	6	6	223	216	juin
	Climatiseurs Splits pour bureaux et pose	Climatiseurs Splits pour bureaux et pose	4	4	2 584	2 356	juin
	Fax	Fax	1	1	261	138	juin
	Matériel Roulants	Matériel Roulants					
	Véhicules berline	Véhicules berline	2	2	29 850	29 850	nov.
	FONCTIONNEMENT	FONCTIONNEMENT					
	Consommables Informatiques	Consommables Informatiques	2	2	1 455	1 455	févr.
	Fournitures et consommables de bureau	Fournitures et consommables de bureau	2	2	2 182	2 182	févr.
	Indemnités Directeur	Indemnités Directeur	18	18	13 888	13 790	juin
	Indemnités Coordonnateur de l'EP	Indemnités Coordonnateur de l'EP	18	18	12 962	23 085	juin
	Indemnités Responsable Administratif et Financier	Indemnités Responsable Administratif et Financier	18	18	11 110	19 777	juin
	Indemnités Secrétaire	Indemnités Secrétaire	18	18	3 771	6 715	juin
	Indemnités Chauffeur	Indemnités Chauffeur	18	18	3 240	5 776	juin
	Indemnités Planton	Indemnités Planton	18	18	2 315	4 122	juin
	Indemnités 3 correspondants (DPSP, DESD & DCEF)	Indemnités 3 correspondants (DPSP, DESD & DCEF)	18	18	15 819	23 126	juin
	Carburant et entretien véhicule	Carburant et entretien véhicule	2	2	2 915	3 318	nov.
	AUDIT	AUDIT					
	Audit du projet	Audit du projet	2	2	5 625	8 900	mars
	SERVICES CONSULTANTS	SERVICES CONSULTANTS					
	Expert en formation	Expert en formation	2	2	4 384	4 384	févr.
	Expert en passation des marchés	Expert en passation des marchés	2	2	4 469	4 469	juin
	Elaboration Manuel de procédures	Elaboration Manuel de procédures	2	2	4 469	4 469	juin

Total coût de base du projet

Imprévus

Coût total du projet

548 430 507 626

42 411

590 841 507 626 83

Appendice – Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	Très satisfaisant - Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Moyen - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	Médiocre - Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet